

Publié le 15 juin 2020

## Stabus veut rendre les alternatives crédibles

Pour le gestionnaires des mobilités de l'agglomération d'Aurillac, vélo à assistance électrique, vélo, transport à la demande, covoiturage, etc. doivent désormais passer du statut d'alternatives à priorités. Et c'est possible...



La Spl Stabus gère le réseau Trans'cab, regroupant les lignes régulières des 25 communes de la CABA (Communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac). Dominique Poulain, son directeur, confirme que, de fait, l'activité de la Spl a été fortement impactée par la crise sanitaire. « La circulation des bus a été stoppée du 20 mars au 11 mai, soit 23 bus que nous traitons en propre et une cinquantaine de bus et mini-bus supplémentaires que nous avons en sous-traitance dans le cadre d'activités périurbaines (scolaires, personnes à mobilité restreinte, lieux reculés à desservir, etc.).

Pour faire face à la situation, la Spl a eu recours au chômage partiel. « 49 salariés ont été concernés. Les chômages de mars et avril ont été payés par l'Etat. Il nous reste à percevoir mai. J'espère que

l'Etat ne nous demandera pas de rembourser. Sinon, nous devons trouver une solution avec l'agglomération », dit-il. Malgré la brutalité de l'entrée en crise, la Spl avait-elle anticipé une telle situation ? « Les choses sont claires : les intérêts de la Spl sont ceux de l'agglomération dans le cadre d'une continuité d'activité essentielle, les déplacements étant considérés comme une nécessité. Nous ferons un état des lieux en fin d'année, en comparant les données forcément bouleversées de ce bilan 2020 avec les objectifs de la Dsp, eux-mêmes à reconsidérer ».

## **Si vous arrivez à démontrer qu'en covoiturant vous économisez 200 € par mois...**

Le déconfinement total n'a pas provoqué un retour massif de tous les abonnés (qui ont été remboursés sur les périodes de confinement) et des voyages occasionnels. Pour Dominique Poulain, l'heure est aux alternatives. Avant la crise, l'achat de 40 vélos à assistance électrique a permis d'offrir une première solution. Ils sont tous loués. « Si nous en avions acheté 100, ils seraient tous loués ! La population, pour l'heure, reste encore sur le frein concernant les transports en commun ». « Nous devons alléger nos modèles », ne cesse de répéter le directeur. « Il y a quelque chose à penser sur le covoiturage. Si vous dites aux gens, il y a une personne qui fait le même trajet que vous tous les matins et tous les soirs et que vous lui démontrez qu'il va économiser 200 euros par mois d'essence, je pense qu'ils sauteront le pas. Sur nos transports à la demande, nos véhicules sont trop lourds, ils doivent être plus légers. Les plans vélos seront d'autant plus efficaces si les services voiries et transports travaillent beaucoup plus étroitement. A ce jour, sur Aurillac, la voirie est de compétence municipale, les transports d'obédience communautaire. Sur un bassin de vie comme celui d'Aurillac de 25 000 habitants, les 22 000 emplois sont rarement localisés au-delà de 50 kilomètres. Nous devons faire du pendulaire. Adapter les infrastructures (un pôle intermodal verra le jour prochainement) pour que les alternatives soient concrètement une nouvelle façon d'envisager les déplacements », poursuit-il.

## **Une réactivité plus que nécessaire !**

Le redémarrage de l'activité au sein de la Spl a été progressif. « Pour favoriser la fameuse résilience, des échanges réguliers avec le personnel et les partenaires sociaux ont eu lieu. Masques, gels, séparation en plexiglas, moitié de charge à bord des bus, suppression de la vente auprès des chauffeurs, portes avant fermées... Tout a été fait pour rassurer, à juste titre, les chauffeurs ». Le modèle Epl a démontré qu'il était conjoncturellement particulièrement adapté à la situation. « La création de cette Spl, en 2014, par Jacques Mézard misait en effet sur cette réactivité. Nous considérons que nous sommes un service public, et que les échanges avec l'agglomération créent les conditions d'une saine émulation. Nous avons des objectifs à atteindre. Plus que jamais, dans cet après-crise qui s'ouvre, nous devons repenser la manière de nous déplacer ».